

---

## Points clés

- Moscou et Washington doivent profiter de la nouvelle dynamique bilatérale constructive pour reprendre les négociations sur la maîtrise des armements.
  - La Russie doit aussi s'efforcer d'obtenir des restrictions sur les armes stratégiques non régies par le traité : systèmes de défense antimissile, armes laser et hypersoniques, missiles de croisière conventionnels.
- 

## Nucléaire et dissuasion

A. Baklitski (PIR-Center, MGIMO) estime que **la rapidité avec laquelle Moscou a accepté de reconduire le traité New START pour cinq ans pourrait préfigurer la reprise d'un dialogue plus vaste entre la Russie et les États-Unis en matière de maîtrise des armements**. Sans plus attendre, les deux pays doivent saisir cette dynamique positive pour initier des négociations, afin de prolonger le New START après 2026, de rétablir d'anciens accords et/ou d'en conclure de nouveaux, avant un possible changement de pouvoir à la Maison-Blanche en 2024. La rapidité des progrès technologiques de part et d'autre (systèmes de défense antimissile américains, armes hypersoniques russes) renforce cette urgence. Dans un premier temps, Moscou et Washington pourraient commencer par échanger des informations et discuter de leurs intérêts nationaux réciproques (*Centre Carnegie de Moscou*, 1<sup>er</sup> février 2021).

Concernant d'éventuelles négociations sur les « nouvelles armes stratégiques » (non régies par le traité New START), A. Baklitski considère que Moscou doit se concentrer sur les objectifs suivants: 1) limiter le déploiement de systèmes de défense antimissile balistique mobiles hors du territoire américain ; 2) interdire le déploiement d'armes laser stratégiques dans l'espace, et fixer des limites à leurs capacités (anti-satellites notamment) au sol ; 3) si la production d'armes hypersoniques américaines s'accélère, proposer une limitation quantitative de ce type de missiles 4) proposer des restrictions au déploiement de missiles de croisière conventionnels ; compte tenu du net avantage américain en la matière, ces limitations pourraient être asymétriques, et la Russie pourrait faire des concessions sur le missile *Tsirkon*. D'une manière générale, **les deux pays sont peu susceptibles de s'accorder sur l'interdiction de certains systèmes d'armes, mais des consensus pour en restreindre le déploiement restent possibles** (*PIR Center*, 2 février 2021).

Le général-lieutenant E. Boujinski, du *PIR-Center*, estime que **Moscou et Washington devraient parvenir sans difficulté à un accord pour limiter le nombre de missiles de croisière de portée supérieure à 600 km** (en s'inspirant des traités START 1 et 2) et de missiles hypersoniques. Réguler les armes cyber semble impossible, mais il conviendrait d'interdire les cyber-attaques contre les infrastructures critiques liées à l'arme nucléaire. En revanche, **un accord sur les systèmes de défense anti-missile et les armes nucléaires tactiques – qui préoccupent respectivement Moscou et Washington – serait complexe à obtenir**, car le contrôle des stocks d'armes nucléaires tactiques pose des difficultés d'ordre technique. Or, un accord qui ne régirait que l'un des deux types d'armes lèserait Moscou ou Washington (*Club Valdai*, 5 février 2021).

L'expert militaire indépendant P. Felgenhauer estime que **la proposition russe d'un traité sur le contrôle des armes stratégiques conventionnelles a peu de chances de se matérialiser** : les États-Unis conçoivent de nouveaux systèmes (sous-marins, bombardiers, systèmes de défense antimissile...) qu'ils pourront déployer vers 2025, et ils n'auront alors plus d'intérêt à limiter la course aux armements (*Novaïa Gazeta*, 28 janvier 2021).

## Élites / *siloviki*

T. Stanovaïa, de *R-Politik*, estime qu'en étouffant toute opposition politique, le régime russe empêche la canalisation du mécontentement populaire par les urnes. Or, compte

---

## Points clés

- Faute d'alternative politique, le mécontentement social russe pourrait se traduire par des manifestations de grande ampleur. Moscou pourrait alors durcir la répression selon le modèle biélorusse.
- Moscou pourrait envisager une libération éventuelle (suivie d'un exil) d'A. Navalny pour obtenir des concessions occidentales.
- L'Union européenne reste un interlocuteur indispensable sur un certain nombre de dossiers commerciaux et géopolitiques. Moscou privilégiera les relations bilatérales avec les États quand cela est possible, mais ne pourra pas totalement rompre ses relations avec Bruxelles.
- La Russie pourrait répondre au risque d'une agression otanienne par une frappe conventionnelle préventive contre l'Alliance, qui combinerait l'utilisation de missiles hypersoniques, de drones, de l'aviation pilotée et d'armes laser.

tenu de la dégradation constante du niveau de vie et de l'absence de réformes, **des manifestations socioéconomiques d'ampleur fédérale pourraient éclater**. V. Poutine n'aurait alors pas d'autre choix que de réinvestir la scène intérieure (et non plus seulement étrangère) et de mettre en place un « État répressif » sur le modèle biélorusse (*Centre Carnegie de Moscou*, 2 février 2021).

La journaliste et défenseuse des droits des prisonniers O. Romanova estime qu'**A. Navalny pourrait servir de « monnaie d'échange » à Moscou** : au moment opportun (crise internationale, accentuation des pressions sur la Russie), V. Poutine pourrait accepter sa libération et son départ définitif de Russie en contrepartie de concessions occidentales. Le scénario d'un assassinat de l'opposant en prison ne peut néanmoins pas être écarté (*Republic*, 3 février 2021).

## Russie/Union européenne

Selon D. Souslov, du Haut collège d'économie, même en cas de nouvelles sanctions occidentales contre la Russie, **une rupture totale des relations entre la Russie et l'Union européenne (UE) est inenvisageable** : premièrement, les institutions européennes disposent de compétences exclusives, notamment en matière commerciale. Deuxièmement, le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité est un interlocuteur incontournable sur un certain nombre de dossiers internationaux importants, dont le programme nucléaire iranien. Troisièmement, il n'a jamais été question de rompre l'Accord de partenariat et de coopération, qui contient un certain nombre de clauses importantes pour la Russie. Dès lors, Moscou s'efforcera certainement de ne dialoguer avec les institutions européennes que lorsque cela est indispensable, et dans le cas contraire de les outrepasser afin de traiter directement avec les États membres (*Kommersant*, 12 février 2021).

Le rédacteur-en-chef de *Rossia v Globalnoi Politike* F. Loukianov estime pour sa part que **Moscou n'a « rien à perdre » d'une rupture des relations diplomatiques avec l'UE**. D'une part, selon toute vraisemblance, les échanges économiques se maintiendront et d'éventuelles nouvelles sanctions contre la Russie resteront limitées. D'autre part, **l'UE n'apparaît plus comme un acteur international majeur**. Ce déclin amorcé depuis une quinzaine d'années semble irréversible. D'autres associations politico-économiques [l'auteur ne précise pas lesquelles] peuvent lui faire concurrence en Eurasie, voire au sein même de l'Europe (*Rossia v Globalnoi Politike*, 16 février 2021).

## Russie/OTAN

Selon le professeur du Département des forces terrestres de l'armée de l'Air V. Stoutchinski et le doctorant M. Korolkov, **pour se prémunir contre une frappe militaire massive de l'OTAN contre la Russie** (de type *prompt global strike*), **Moscou aurait intérêt à mener une frappe préventive conventionnelle** contre les sites militaires stratégiques de l'Alliance, en utilisant des missiles hypersoniques de type *Kinjal*, des drones de combat (qui prépareraient le terrain pour l'aviation), et des armes laser. Il conviendrait également de lancer un maximum de leurres pour déjouer les dispositifs antiaériens et antimissiles adverses. Cependant, pour l'expert militaire de *Nezavisimaïa Gazeta* R. Ichtchenko, la Russie n'aura les capacités suffisantes pour effectuer une telle attaque qu'à l'horizon 2030. Seule l'arme nucléaire lui permet actuellement d'assurer une dissuasion efficace, mais une frappe nucléaire préventive ne pourra avoir lieu qu'en cas de risque réel. À cet égard, **Moscou doit être particulièrement vigilant quant à la tenue cet été des manœuvres Defender Europe 2021** en Europe centrale et orientale, prélude possible à une agression otanienne (*Svobodnaïa Pressa*, 14 février 2021).

## Pays baltes

D. Trénine, du Centre Carnegie de Moscou, estime que le degré actuel de conflictualité entre la Russie et l'Europe occidentale – Pays baltes en particulier – fait courir le risque d'affrontements dans la région baltique. Une invasion militaire de grande ampleur ou une guerre nucléaire semblent exclues, mais **un conflit pourrait se déclencher de**

---

## Points clés

- Moscou doit reprendre un dialogue apaisé avec les Pays baltes pour limiter le risque d'incidents militaires dans la région baltique. Minsk a aussi un rôle à jouer dans la stabilité régionale.
- Malgré le lancement des travaux sur la réforme constitutionnelle, il est peu probable qu'A. Loukachenka renonce au pouvoir. Moscou n'a pas de levier de pression efficaces pour accélérer la transition.
- La dégradation des relations diplomatiques entre la Russie et l'Union européenne pourrait préfigurer une reprise des hostilités en Ukraine.
- Moscou aurait intérêt à poursuivre l'intégration *de facto* des territoires séparatistes Donbass dans le giron russe : ils conserveront ainsi des liens indéfectibles avec la Russie, qu'ils repassent ou non sous l'autorité de Kiev.

manière imprévue à l'issue de manœuvres mal interprétées. Pour contrer ce risque, il conviendrait de renforcer la communication entre les commandements militaires de la Russie et de l'OTAN. **À l'égard des Pays Baltes, Moscou devrait adoucir son discours, ne pas attiser les polémiques historiques et cesser d'envisager les Russes de ces pays comme un lobby politique.** Des coopérations peuvent être initiées dans le domaine de l'environnement. Le Conseil des États de la mer Baltique semble le format de dialogue le plus approprié, contrairement au Conseil de l'Europe, trop politisé (*Centre Carnegie de Moscou*, 22 janvier 2021).

Pour E. Preiherman (du *think tank* biélorusse *Minski Dialog*), malgré la détérioration de ses relations avec ses voisins occidentaux, Minsk s'efforce de limiter les tensions dans la région de la mer Baltique, car une escalade militaire entre la Russie et les Pays baltes/l'OTAN aurait des répercussions directes pour le Biélorus. **Alors que la situation intérieure se stabilise dans ce pays, il semble pertinent de raviver les initiatives biélorusses visant à réduire les tensions dans la région.** En particulier, les accords bilatéraux de Minsk avec ses voisins sur des mesures de confiance et de sécurité peuvent servir de base à un cadre sécuritaire pour l'ensemble de la région (*Centre Carnegie de Moscou*, 26 janvier 2021)

## Biélorus

Pour A. Chraïbman, expert du Centre Carnegie de Moscou, la création d'une commission pour élaborer la réforme constitutionnelle (en vue d'un référendum à l'horizon 2022) ne préfigure pas de transition démocratique au Biélorus. Le président biélorusse conditionne son départ à l'absence de protestations. **Même si la réforme est adoptée, A. Loukachenka pourrait reporter la prochaine élection présidentielle à une date incertaine** au prétexte de « roder » la nouvelle Constitution, conserver ses fonctions en invoquant la « volonté populaire », ou encore se maintenir au pouvoir en coulisses, à l'instar de l'ancien président kazakh N. Nazarbaïev. Moscou, pour sa part, a peu de leviers de pression sur le pays. L'idée de créer une opposition prorusse a perdu sa pertinence, et Minsk ne semble pas vouloir faire davantage de concessions en matière d'intégration. En outre, par son soutien au régime, Moscou risque de s'aliéner la population biélorusse (*Centre Carnegie de Moscou*, 12 février 2021).

La rédaction de *Kommersant* signale que **le projet de nouveau Concept de politique étrangère du Biélorus marque un renforcement de l'alliance avec la Russie et de la coopération stratégique avec la Chine.** Selon I. Chevtsov, du Centre pour l'intégration européenne (Minsk), **cette évolution figurera probablement dans la future Constitution.** Il est possible que Minsk y inscrive également la participation à une défense collective avec la Russie, comme l'a suggéré l'État-Major du Biélorus. La « neutralité » mise en avant dans la Constitution en vigueur semble abandonnée. Les interactions avec l'Occident se maintiendront probablement, mais sur le même modèle que les relations russo-occidentales (*Kommersant*, 12 février 2021).

## Ukraine

L'expert militaire A. Golts estime que **les signaux d'une reprise des hostilités dans le Donbass s'accumulent.** Les accusations réciproques de Kiev et Moscou de ne pas tenir leurs engagements, l'appel de la rédactrice en chef de RT (pro-Kremlin) à réintégrer le Donbass en Russie et la réponse ambiguë de V. Poutine, mais surtout la rupture des liens entre la Russie et l'Union européenne annoncée par S. Lavrov suggèrent que la Russie pourrait se préparer à une intervention militaire dans l'Est de l'Ukraine. Néanmoins, même en cas de victoire contre Kiev, il n'est pas certain que Moscou ait les moyens (matériels et humains) de créer et de maintenir une nouvelle frontière *ex-nihilo* (*Ejnednyj Journal*, 18 février 2021).

Selon G. Mirzaïan, de l'Université des Finances auprès du gouvernement russe, **Moscou doit s'abstenir d'annexer officiellement les territoires séparatistes du Donbass, mais poursuivre leur intégration *de facto* (militaire, économique, etc.) à la Russie.** Les liens étroits et durables ainsi créés pourraient être maintenus même si l'Ukraine respectait les accords de Minsk et les réintégrait officiellement. En

---

## Points clés

- L'accroissement du déséquilibre militaire entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie est inéluctable. La Russie n'est plus en mesure de le corriger.
- Un réengagement américain pourrait restaurer le rôle du Groupe de Minsk dans les négociations sur le Haut-Karabagh, en parallèle des plateformes associant les puissances régionales.
- La réouverture du corridor du Nakhitchevan et son prolongement vers la Turquie bénéficiera à la Turquie et à la Russie, mais diminuera le rôle de l'Iran et de la Géorgie dans les échanges commerciaux.
- Malgré la polarisation politique croissante de la société arménienne, N. Pachinian conserve un soutien populaire significatif. La Russie ne semble pas vouloir s'ingérer dans cette crise intérieure.

revanche, en cas de non-respect des protocoles par Kiev, Moscou pourrait lui-même dénoncer ces accords, intervenir éventuellement militairement et doter les territoires séparatistes d'un statut spécial. Dans cette perspective, Moscou a tout intérêt à pousser Kiev à « commettre des erreurs », et à intensifier la distribution de passeports russes à la population du Donbass (*Vzglyad*, 30 janvier 2021)

## Caucase du Sud

Pour l'expert militaire de *Gazeta.ru* M. Khodarenok, les exercices militaires conjoints turco-azerbaïdjanais de début février ont moins d'importance que l'accentuation générale de l'asymétrie militaire entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. **Les capacités militaires de Bakou ne peuvent que se renforcer**, compte tenu du développement économique du pays et de son alliance politico-militaire avec Ankara. **Erevan, pour sa part, subit un déclin économique et démographique qui le condamne à s'affaiblir militairement.** Moscou ne pourra pas lui fournir des armes en quantité suffisante pour compenser cet écart, *a fortiori* gratuitement, d'autant plus qu'il ne souhaite pas détériorer ses relations avec Bakou. En outre, la Russie n'est plus assez puissante économiquement, voire militairement, pour retrouver sa position de domination incontestée dans la région. Dans ces conditions, l'octroi d'un statut particulier pour le Haut-Karabagh a peu de chances de se matérialiser (*Gazeta.ru*, 1<sup>er</sup> février 2021).

Selon S. Markedonov, du MGIMO, **le Groupe de Minsk conservera probablement un rôle dans les futures négociations visant à un règlement définitif du conflit du Haut-Karabagh.** En effet, les États-Unis devraient se réengager dans la région après leur retrait conjoncturel, et la France est toujours restée impliquée dans les négociations. La Russie cherchera probablement à créer un équilibre multilatéral pour ménager ses relations avec tous les acteurs, et développera en parallèle d'autres plateformes de discussion avec les autres puissances régionales telles que l'Iran et la Turquie (*Eurasia Expert*, 22 janvier 2021).

Selon le directeur d'*Aktsenty* (site d'analyse sur le Caucase) A. Tchabline, la réouverture de la voie de chemin de fer visant à désenclaver le Nakhitchevan (corridor du Nakhitchevan ou de Meghri) permettra à la Turquie de disposer d'un accès direct à l'Azerbaïdjan et d'y concurrencer l'Iran. Téhéran verra sa position régionale affaiblie tant géopolitiquement qu'économiquement. La possibilité pour les biens arméniens de transiter par l'Azerbaïdjan vers la Russie affaiblira l'importance de la route militaire géorgienne, ce qui entraînera des pertes économiques pour Tbilissi. En outre, le projet de relier le corridor du Nakhitchevan à la ville turque d'Igdir fera perdre à la Géorgie son importance économique et géopolitique en tant que zone de transit. **La Russie profitera largement de la réouverture du corridor du Nakhitchevan, qui lui donnera un accès direct à l'Arménie et au reste du Moyen-Orient, y compris à la Turquie**, partenaire commercial d'importance croissante (*Russian International Affairs Council*, 8 février 2021).

S. Markedonov estime que **l'échec de la tentative de coup d'État militaire en Arménie (une première pour l'espace postsoviétique) le 25 février montre que N. Pachinian bénéficie toujours d'un soutien significatif dans la population.** Le directeur de l'Institut du Caucase d'Erevan A. Iskandarian souligne qu'il s'agit d'une crise strictement intérieure, conséquence d'une forte polarisation politique de la société. Malgré les relations difficiles du Kremlin avec N. Pachinian, **il est peu probable que Moscou prenne le risque de s'ingérer dans les affaires internes du pays** (*Kommersant*, 26 février 2021).

## Cyber

Pour A. Bezroukov, M. Soutchkov et A. Souchtchensov, du MGIMO, **après avoir établi son statut d'« exportateur de sécurité », la Russie pourrait s'imposer comme garante de la « souveraineté numérique » de ses partenaires.** L'exportation de technologies destinées à la protection des infrastructures critiques (systèmes de cybersécurité, communications, gestion de l'énergie, transports, flux financiers) doit devenir l'une de ses priorités. Moscou pourrait permettre aux pays

---

## Points clés

- La Russie aurait tout intérêt à devenir un exportateur de « souveraineté numérique » en permettant à ses partenaires de protéger leurs infrastructures stratégiques sans dépendre des technologies chinoises et américaines.
  - La Russie pourrait devenir l'un des principaux producteurs de GNL à l'horizon 2035.
  - Les exportations d'hydrocarbures russes de tous types devraient connaître une hausse substantielle en 2021.
- 

d'Eurasie, du Moyen-Orient, d'Amérique latine et d'Afrique de réduire leur dépendance technologique vis-à-vis de Washington et Pékin, et en tirer des bénéfices en termes économiques et d'influence. À l'heure actuelle, la mise en œuvre d'une telle stratégie est cependant limitée par le manque d'expérience des entreprises russes de haute technologie en matière de plateformes intégrées, leur faible présence sur les marchés partenaires potentiels et leurs difficultés à investir dans de grands projets à long terme (*Club Valdai*, 26 janvier 2021).

## Énergie

Selon D. Marintchenko, de la société de conseil Fitch, le programme du gouvernement russe visant à tripler la production de gaz naturel liquéfié (GNL) à l'horizon 2035 semble particulièrement ambitieux. Notamment, l'exploitation des trois gisements identifiés par Rosneft (Golfe de Taïmyr, mer de Kara et Sakhaline) requerrait environ 100 milliards de dollars d'investissements. Cependant, si l'objectif est atteint, **la Russie pourrait se hisser au niveau des trois principaux producteurs mondiaux de GNL** actuels que sont le Qatar, l'Australie et les États-Unis (*RBK*, 2 février 2021).

V. Katona, spécialiste en hydrocarbures chez MOL Group, estime que l'année 2021 devrait être marquée par une hausse des exportations de gaz naturel russe vers l'Europe et l'Asie orientale. Les exportations de GNL devraient retrouver leur niveau antérieur à la crise sanitaire, la fonte des glaces permettant d'intensifier l'utilisation de la Route maritime du nord. Les exportations pétrolières, très durement touchées par la crise du coronavirus, seront quant à elles bien moins impactées par la « deuxième vague » ; en cas de rupture des accords de l'OPEP+, la Russie pourra écouler sans difficulté ses réserves vers les marchés mondiaux (*Eurasia Expert*, 7 février 2021).

---

\*avec le soutien de la Direction générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS), Ministère des Armées.